Le 27 décembre 2008

Lettre ouverte à Xavier Darcos, Ministre de l'Education nationale

Monsieur le Ministre,
J'ai déjà dit, à plusieurs reprises, à quel point j'estimais le professeur, l'humaniste, le lettré et le grand connaisseur de l'Éducation nationale que vous êtes. Pour autant, je n'ai jamais caché mes profonds désaccords avec vous. Nous croyons, en effet, l'un et l'autre, que l'avenir de la démocratie dépend de notre capacité à ne pas traiter nos adversaires en ennemis et à tenter de dépasser ensemble, autant que possible, nos inévitables différends pour esquisser un peu de « bien commun »… Or, aujourd'hui, Monsieur le Ministre, je suis vraiment très inquiet.
L'Éducation nationale me semble gravement ébranlée : l'ampleur du désarroi des uns et la violence de la colère des autres me paraissent très largement inédites et infiniment préoccupantes.
Tout a été dit, depuis plusieurs mois, sur les dangers que faisaient courir à notre système éducatif les réductions budgétaires et les suppressions de postes déjà effectuées ou à venir. J'imagine, d'ailleurs, que vous en êtes parfaitement conscient et que vous auriez préféré bénéficier d'arbitrages plus favorables de Bercy en faveur de votre ministère. Reste que vous êtes membre d'un gouvernement qui fait de la réduction de la fonction publique une de ses priorités. À ce titre, vous participez d'une politique qui est, à mes yeux, infiniment dangereuse.
Cette politique est dangereuse, parce qu'elle sacrifie l'avenir de notre pays à des équilibres financiers à court terme dont on a vu, avec la crise récente et l'octroi par l'État de plusieurs milliards d'euros de garantie aux systèmes financiers, à quel point ils n'étaient qu'un prétexte. Elle est dangereuse aussi, parce qu'elle ne calcule jamais les coûts sociaux, à moyen et long termes, de ses choix : coût de l'échec scolaire et de la désespérance de jeunes qui y sont assignés à résidence, coût des conflits et des gaspillages provoqués par la concurrence attisée entre l'État et les collectivités territoriales, entre les parents et l'école, entre les établissements et, peut-être bientôt, entre les enseignants eux-mêmes courant après les petits avantages que vous accordez aux uns et refusez aux autres… Là est, d'ailleurs, la véritable illusion du libéralisme : il prétend baisser les coûts et augmenter la qualité en lâchant la bride à la concurrence. On a vu ce que cela donnait dans le domaine économique et nous n'avons pas fini d'en payer le prix ! En matière scolaire, nous aurons le même effondrement en utilisant les mêmes principes et en mettant en œuvre des mesures du même type : suppression de la carte scolaire, pilotage par les résultats, rémunération au mérite, etc.
Oubliée, ou presque, l'éducation prioritaire qui impose un travail d'accompagnement pédagogique minutieux des écoles et établissements « difficiles ». Oubliées, ou presque, les initiatives artistiques et culturelles en direction des élèves les plus défavorisés pour qu'ils accèdent aux œuvres les plus exigeantes. Oubliés, ou presque, les mouvements pédagogiques et d'Éducation populaire qui permettent aux enseignants de trouver des appuis et de solliciter des complémentarités… La politique que vous menez s'appuie sur le présupposé implicite que la pression consumériste sur l'école va compenser tout cela ! Alors qu'en réalité, elle contribue au développement des ghettos… D'un côté, de bons établissements qui recrutent de bons élèves et se prévalent de bons résultats pour obtenir de nouveaux crédits. De l'autre les laissés-pour-compte où quelques « saints laïcs » réussissent, parfois, contre vents et marées à faire exister un peu de « véritable école ». Certes, cette situation n'est pas totalement nouvelle, mais tous les observateurs s'accordent, aujourd'hui, pour souligner qu'elle empire : non seulement la fracture scolaire ne se résorbe pas, mais elle continue de s'accroître.
Votre politique est dangereuse parce qu'en externalisant le traitement des difficultés d'apprentissage vers une multitude de structures de soutien ou en les traitant de manière

technocratique à l'aide de prothèses pharmaceutiques et paramédicales, elle vide inexorablement la classe de sa substance (1). Au lieu de travailler à mobiliser tous les élèves sur les savoirs, on se résigne petit à petit au darwinisme scolaire systématique : les déversoirs sont là pour récupérer les inadaptés ! Au lieu d' actions globales au sein de projets d'école ou d'établissements cohérent, on juxtapose des interventions individuelles pour « rectifier » les individus ! Vous prétendez lutter contre l'inégalité d'accès aux officines privées en mettant en place des stages pendant les vacances ou de l'aide personnalisée en primaire. Mais, outre que vous mettez à mal le rythme de vie des enfants, déjà bien compromis, vous enclenchez ainsi un mouvement qui conduit inexorablement à réduire l'acte pédagogique à une transmission frontale de plus en plus formelle… agrémentée d'une offre de dispositifs externes de remédiation qui, inévitablement, accroîtra les inégalités. Car, en réalité, notre système scolaire tout entier devient une usine à gaz totalement incompréhensible pour les familles populaires. Tandis que les enseignants se transforment en « guichets de service », disponibles pour les familles qui savent les instrumentaliser.

À terme, c'est toute l'institution scolaire qui risque de se réduire comme une peau de chagrin, avec l'habillage traditionnel du « retour aux fondamentaux » ! Évidemment, nul n'est hostile aux fondamentaux… Mais la question est de savoir ce qui est fondamental ! Par exemple, je fais partie de ceux qui militent, depuis toujours, pour que l'École fasse de « l'entrée dans l'écrit » une priorité absolue. Toutefois, « entrer dans l'écrit », ce n'est pas seulement savoir tracer des lettres et les agencer, maîtriser l'orthographe et la grammaire, réussir ses dictées… c'est aussi entrer dans l'intentionnalité d'une communication différée, accepter de laisser une trace de soi, renverser des contraintes de la langue en ressources pour la pensée. Cet apprentissage-là doit s'effectuer en même temps que celui des « mécanismes » de l'écriture, dans une école ambitieuse qui s'appuie sur la diversité et la coopération des élèves, qui ne passe pas son temps à « dépister » les problèmes ou les lacunes de chacun, mais qui sait repérer les points d'appui et inventer des situations stimulantes.

Car telle est bien la frontière – ténue, je l'avoue, mais absolument indispensable – entre le « dépistage » et le « repérage » : le dépistage se focalise sur les « dys » et les traite dans un paradigme phamaceutico-médicalo-judiciaire. Le repérage, lui, est alliance avec une personne qu'on ne réduit ni à des symptômes ni à des résultats de tests ou évaluations. Le repérage classe parfois, mais connaît la fragilité infinie des étiquettes et des classifications… C'est pourquoi il laisse toujours une chance d'échapper à l'enfermement dans la pathologie et, surtout, il s'efforce de créer cette chance en imaginant des médiations qui permettent au sujet d'entrer dans la culture et de s'exhausser, par là, au-dessus de ses problèmes. (2)

Au fond, Monsieur le Ministre, votre politique décourage les enseignants parce qu'elle met à mal leur identité de « professeurs ». Dans un système où le libéralisme et la technocratie s'associent de plus en plus pour permettre le développement des stratégies individuelles de « réussite », les enseignants sont réduits à des dépisteurs, à des orientateurs, voire à des douaniers… eux qui ont la vocation de « passeurs » chevillée au corps. Résultat : le moral des troupes est au plus bas partout et les enseignants du primaire sont, eux, « au fond du trou ». Or, vous savez comme moi que ces enseignants du primaire ont toujours été les « fers de lance » de l'Éducation nationale. Investis dans leur métier comme dans le champ social et politique, ils n'ont pas démérité. En faisant d'eux la cible de toutes les attaques, en remettant brutalement en question leur culture professionnelle construite dans l'idéal républicain, en les rendant seuls responsables de l'échec scolaire, vous avez commis une injustice. Non que notre école primaire ne puisse progresser, mais parce qu'il est impossible d'ignorer les nouveaux défis auxquels ces enseignants ont à faire face aujourd'hui : recompositions familiales, difficultés sociales de toutes sortes, surexcitation psychique des enfants chauffés à blanc par le capitalisme pulsionnel, etc. Vous avez pointé du doigt des situations scolaires « relâchées », en oubliant à quel point c'est toute notre société qui devient dangereuse pour les enfants et les

adolescents en développant un environnement profondément toxique et contraire aux exigences d'attention, de concentration et de réflexion qui permettent de « faire l'École ». Vous avez désigné des boucs émissaires, quand il aurait fallu impulser un sursaut éducatif à la Nation tout entière. Vous avez laissé entendre que, sous la coupe de pédagogistes irresponsables, les instituteurs auraient fabriqué des cohortes de dyslexiques, quand il aurait fallu profiter des compétences pédagogiques élaborées depuis longtemps dans l'enseignement primaire pour faire de la maîtrise de l'écrit une grande cause nationale... Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les nouveaux « hussards » se rebellent ! Il faut absolument les entendre. Au plus vite. Avant que vos subordonnés trop zélés, avec moins d'humanité et plus d'intransigeance que vous-même, ne mettent un peu partout le feu aux poudres. C'est une constante malheureuse, en effet, de notre système scolaire que cet empressement des cadres intermédiaires à anticiper et à radicaliser les intentions supposées du chef en croyant s'acheter ainsi une assurance-vie. Il vous faut absolument les calmer ! Au risque de jacqueries sans fin ou, bien pire encore, d'un découragement généralisé du corps enseignant tout entier.
En réalité, je crains que ce dernier ne soit en train de perdre son identité : des hommes et les femmes qui avaient l'ambition de participer à un projet national fort se sentent réduits progressivement à un ensemble de prestataires de service plus ou moins arrosés d'heures supplémentaires et de primes diverses. À cet égard, votre décision de supprimer les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres et de laisser s'installer une multitude de masters assortis d'un concours réduit à des épreuves académiques - sans aucune formation validée attestant de la capacité à transmettre des savoirs à des élèves concrets - est une catastrophe. Quand on célèbre partout les vertus de la formation par alternance, vous la supprimez pour les professeurs. Quand on travaille, dans le monde entier, sur l'acquisition de vraies compétences professionnelles, vous les passez par pertes et profits. Quand on aurait besoin de professeurs maîtrisant aussi bien les savoirs qu'ils doivent transmettre que les conditions pédagogiques de cette transmission, vous minimisez les premiers et ignorez les secondes. Quand on s'accorde sur la nécessité de faire de la scolarité obligatoire un continuum cohérent, vous contribuez à creuser le fossé entre le premier et le second degré. Quand on observe, dans les collèges et les lycées, les immenses difficultés pédagogiques des professeurs, vous laissez entendre qu'au-delà de l'école primaire, les savoirs académiques suffisent. Quand il faudrait redonner à l'École de la République une unité symbolique forte tout en prenant en compte la diversité des élèves, vous laissez le système de formation se déchirer et la formation s'atomiser… tout en éloignant cette dernière des situations concrètes d'enseignement. Certes, les IUFM n'étaient pas parfaits, mais leur disparition risque de condamner bien des enseignants à osciller entre la dépression (pour eux) et la répression (pour leurs élèves). Il est peut-être encore temps d'arrêter le massacre… mais il faut faire vite ! Rien ne serait plus grave pour notre avenir collectif que de laisser croire à l'opinion publique que le métier d'enseignant est, avec celui de mage, le seul qui ne nécessite ni techniques maîtrisées, ni projet construit dans la durée et inscrit dans une réflexivité collective. Professionnellement et symboliquement, une démocratie qui dénie à ses professeurs leur identité de « transmetteurs-émancipateurs » est gravement menacée.
Mais je sais que tout cela compte assez peu aujourd'hui au regard de votre « abandon » de la réforme du lycée, particulièrement médiatisé en raison des risques politiques toujours très élevés dès lors que les lycéens descendent dans la rue. Je partage assez largement l'analyse que vous avez faite pour engager cette réforme ainsi que les principes que vous avez énoncés : faire de la classe de seconde un moment de découverte et d'exploration des possibles, donner une culture commune solide à tous et favoriser un choix réfléchi en matière d'orientation, améliorer le suivi des élèves, les former au travail personnel et en équipe, à la recherche documentaire, à la démarche expérimentale… Tout cela est, en effet, tout à fait indispensable. Mais vous avez mené les travaux préparatoires de cette réforme au pas de charge, sans

véritable explication ni concertation. Au passage, vous avez cédé aux conservatismes en laissant ouverte la possibilité de constitution d' « options lourdes » et de filières déguisées en seconde. Vous avez brouillé les cartes et laissé se construire l'alliance de ceux qui pensaient que vous n'alliez pas assez loin et de ceux qui pensaient que vous alliez trop loin… Puis, au bout du compte, vous avez été obligé de faire marche arrière et, soudainement acquis aux vertus de la démocratie participative, vous annoncez maintenant la tenue de véritables « États généraux lycéens » ! L'organisateur que je suis de la consultation lycéenne de 1998 est pris, là, entre des sentiments contradictoires : étonnant revirement pour qui avait dénoncé, alors, « la duperie de cette mascarade », « le gigantesque défouloir lycéen », « le happening baba-cool » qui, confondant « parler et penser », avait abouti au « triomphe du dérisoire (3)… Mais promesse, peut-être, d'un vrai travail, dès lors qu'on ne confond pas « États généraux » et « sondage d'opinion » et qu'on fait réfléchir ensemble, autour d'une même table et des mêmes problèmes, tous les partenaires concernés : enseignants, cadres éducatifs, élèves, parents, régions... Nous avons, en effet, suffisamment perdu de temps avec ces tractations bilatérales, dont les résultats sont ensuite savamment combinés par des technocrates, et qui n'engendrent que frustrations, malentendus et parties de bras de fer sans fin. La réforme, la vraie, impose qu'on change radicalement de méthodologie, qu'on renonce à piloter en surfant sur de fragiles équilibres jusqu'à ce que tout l'édifice tout entier s'écroule.
Mais, en réalité, plus encore que d' « États généraux du lycée », c'est de véritables « États généraux de l'Éducation » dont nous avons besoin, afin de remettre à plat l'ensemble des projets éducatifs du gouvernement, de construire une véritable alternative républicaine cohérente, articulant tous les degrés du système scolaire et universitaire avec la « formation tout au long de la vie », clarifiant les responsabilités de chaque partenaire, interrogeant tout autant le rôle des médias que celui des familles... afin de dégager des principes d'actions sur lesquels s'adosser pour penser notre avenir. Il faut cesser de juxtaposer des réformes dictées par le seul souci de réduire l'importance de la fonction publique, de faire des économies à court terme ou de satisfaire tel ou tel lobby proche du pouvoir. Il faut se demander à quelles conditions nos enfants peuvent affronter sereinement le monde, en comprendre les problèmes et construire ensemble une société plus solidaire. Il faut se redonner des finalités claires qui puissent servir de référence à toutes les initiatives éducatives (4). Bref, il faut identifier ce que pourrait être un « socle commun » de l'éducation républicaine... et non simplement, comme nous l'avons aujourd'hui, un « socle commun » de l'enseignement minimal. Y êtes-vous prêt Monsieur le Ministre ?
-o0o-
J'ai eu la chance, personnellement, de dialoguer avec vous de manière approfondie (5). Certes, tous les malentendus entre nous n'ont pas été levés : vous continuez toujours, semble-t-il, à me considérer assez largement comme un « pédagogue libertaire » qui fait toujours prévaloir l'intérêt spontané de l'enfant sur la transmission de la culture… alors que je n'ai cessé d'expliquer que tout mon travail pédagogique consistait précisément à chercher comment mobiliser l'élève sur des enjeux culturels forts ! Vous imaginez que je récuse l'autorité de l'enseignant, alors que j'ai toujours cherché à la fonder (6) ! Vous pensez que je nie l'intérêt des exercices d'entraînement systématique, alors que je cherche comment les rendre vraiment efficaces ! Cela dit, nous avons de vrais désaccords. En matière pédagogique, vous semblez dénier, en effet, cette réalité que les pédagogues se coltinent depuis toujours : il y a des élèves qu'aucune injonction ni menace de sanction ne peuvent mettre au travail, des élèves qui, malgré toutes nos bonnes intentions, « ne veulent pas ». Cette « résistance » à notre projet peut engendrer résignation, rejet ou exclusion ; mais elle peut aussi, en articulant le principe d'éducabilité et la confiance dans la possibilité d'un sujet à engager sa liberté d'apprendre, stimuler notre inventivité pédagogique pour offrir à nos élèves les situations les plus variées et mobilisatrices possibles (7). C'est là, de toute évidence, un point de clivage

fort entre nous… Mais nous divergeons aussi sur notre conception du rôle de l'État en matière éducative, sur le métier de professeur, sur l'articulation entre l'école et la société… Pourtant, nous tenons l'un et l'autre à sauvegarder l'héritage républicain de l'Éducation nationale. Et nous savons que, pour le sauvegarder, il faut le transformer. Mais pas le démanteler ! Or, aujourd'hui, vous ne pouvez pas ignorer qu'une très grande partie des enseignants considère que vous êtes le maître d'œuvre de ce démantèlement, dont le maître d'ouvrage est à l'Élysée. Il ne suffira pas de vous récrier pour les apaiser. Il faut vraiment et radicalement changer de politique… Pas pour cultiver l'immobilisme, mais parce que les défis éducatifs d'aujourd'hui requièrent une mobilisation collective sans précédent. Et pour que nos enfants soient vraiment instruits et formés, démocratiquement, à participer à une société démocratique.

-o0o-

(1) Ces prothèses pharmaceutiques et paramédicales, souvent utilisées de manière « sauvage », n'ont rien à voir, bien sûr, avec une prise en charge sérieuse des enfants en détresse pour lesquels les solutions globales font terriblement défaut.

(2) Voir, sur ce sujet, mon intervention : « Dépister ou éduquer, faut-il choisir ? Entre management des différences et pédagogie du sujet » : http://www.meirieu.com/ARTICLES/bruxelles_depister.htm

(3) Xavier Darcos, L'art d'apprendre à ignorer, Paris, Plon, 2000, pages 39 à 48. Xavier Darcos expliquait aussi, dans ce livre, que le ministre de l'époque « acculé, fit comme les autres : consulter. (…) On oublia le collège, alors que c'est lui qui cristallise actuellement tous les problèmes les plus aigus. On se tourna vers les lycéens… » (ibid., page 38). Il semble bien que le ministre d'aujourd'hui oublie encore le collège !

(4) Nous avons tenté d'engager ce travail avec Pierre Frackowiak dans notre ouvrage commun : L'éducation peut-elle être encore au coeur d'un projet de société ?, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2008.

(5) Xavier Darcos et Philippe Meirieu, Deux voix pour une École, Paris, Desclée de Brouwer, 2003.

(6) Cf. mon texte récent : « Sur quoi fonder l'autorité des enseignants dans nos sociétés démocratiques ? » : http://www.meirieu.com/ARTICLES/maitre_serviteur_public.htm

(7) C'est ce que j'ai nommé « le moment pédagogique » dans mes travaux. Cf. La pédagogie entre le dire et le faire, Paris, ESF éditeur, nouvelle édition 2007.